

9 mai 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Interview de M. Valéry Giscard d'Estaing par Catherine Nay, pour "Jours de France", notamment sur ses relations avec le RPR et l'alliance PS-PCF, Paris, samedi 9 mai 1981.

QUESTION.- Vous avez parlé à plusieurs reprises de septennat nouveau, mais vous n'avez pas évoqué le président nouveau pour ne pas dire le Giscard nouveau, alors comment sera-t-il ?

- LE PRESIDENT.- J'aurai sept années d'expérience supplémentaire. De plus, cette campagne aura été pour moi riche d'enseignements. Elle m'a permis par des contacts beaucoup plus vivants d'entendre les Français et de leur répondre. Je tire de ces rencontres une conclusion : la volonté de maintenir un contact plus direct avec les Français. Je prendrai d'ailleurs des initiatives dès le début du septennat nouveau. J'ajoute que ce qui m'a fait plaisir, c'est de constater combien peu à peu les principales idées de "Démocratie française" ont fait leur chemin, en-particulier : la participation à la vie locale, la décentralisation, la défense du -cadre de vie. Sans doute pour dissimuler les dangers du projet socialiste, mon adversaire feint de s'en inspirer.

- QUESTION.- A la manière de Poincaré, plusieurs fois pendant votre campagne vous avez parlé de l'Élysée comme d'une prison. Voulez-vous dire que derrière ces barreaux il est difficile pour un chef d'Etat de se faire connaître sous son vrai jour, bref de susciter une adhésion chaleureuse des Français ?

- LE PRESIDENT.- Tout concourt à cette difficulté. Je vis dans un palais officiel, au -cadre intimidant. Les contraintes de ma charge me laissent peu de liberté. Ceux qui viennent me voir rencontrent un Président dans l'exercice de ses fonctions - obéissant à leurs règles. Dans ce décor, il est sans doute difficile de découvrir l'homme derrière le personnage. Je ne me satisfais pas de cette situation, voilà pourquoi je souhaite à l'avenir sortir davantage de l'Élysée, me trouver plus fréquemment parmi les Français, pour avoir avec eux un contact plus affectif.\

QUESTION.- Et l'ère nouvelle, comment la voyez-vous ?

- LE PRESIDENT.- Il y a deux façons de considérer les temps qui viennent. On peut faire croire aux Français que la crise mondiale n'existe pas, que le pétrole est bon marché, infiniment disponible, gracieusement mis à notre disposition. On peut leur laisser croire qu'il importe de réfléchir et d'attendre avant de produire de l'électricité à-partir de l'énergie nucléaire. On peut leur faire croire que nous n'avons pas besoin d'exporter, que nous n'avons pas de concurrent en matière industrielle, que le Marché commun ne sert pas notre agriculture, qu'il est vain d'être le deuxième exportateur agricole du monde. On peut leur faire croire que le monde est pacifique, l'Afghanistan envahi par des touristes et la Pologne entourée d'amis bienveillants. Ce sont, vous le savez bien, des mensonges et des illusions. Je m'attriste de voir qu'à-partir de cette analyse, certains veulent résoudre les problèmes de la France.

- En revanche, il faut voir l'avenir avec réalisme et espérance. Avec réalisme. Ce n'est pas en escamotant les réalités que l'on pourra résoudre les problèmes de la France. Le réalisme nous a fait construire une industrie nucléaire et une défense forte £ le réalisme nous conduit à encourager les entreprises, à innover, à investir, à exporter £ le réalisme nous conduit à ménager les ressources publiques et à ne pas étendre la bureaucratie. Mais c'est l'espoir qui exige une France plus solidaire et plus unie. C'est l'espoir qui place au centre de ma campagne mon engagement sur l'emploi des jeunes.

- L'espérance ne va pas sans le réalisme. Le réalisme donne les moyens. L'espoir éclaire les

- expériences ne se pas sans le réaliser. Le réalisme comme les moyens, respect comme les objectifs.\

QUESTION.- Après avoir été votre concurrent, Jacques Chirac s'est prononcé clairement. Il a dit : "Je voterai à -titre personnel pour Valéry Giscard d'Estaing le 10 mai". Que pensez-vous de cette attitude ? Peut-on parler de retrouvailles ?

- LE PRESIDENT.- Après un premier tour qui donne traditionnellement aux électeurs l'occasion d'exprimer leur sensibilité et leur préférence, le propre de l'élection présidentielle est de rassembler une majorité de Français autour d'un homme et d'une politique. De ce point de vue, vous remarquerez que tous ceux qui sont attachés aux principes de la Vème République s'accordent sur l'essentiel : respect des institutions, choix d'une société de liberté, de responsabilité et de solidarité. Si je suis élu, il est clair que ces choix se trouveront confirmés. J'observe d'ailleurs comme vous que les principales personnalités de la majorité parlementaire de 1978, et particulièrement Jacques Chirac, ont fait savoir qu'elles se ralliaient à ma candidature. - J'ajoute que, bien évidemment, cette majorité n'est en aucun cas limitée, fermée sur elle-même. Je suis convaincu que beaucoup de Français qui, jusqu'ici, ne m'ont pas apporté leur soutien le feront le 10 mai, car ils auront pris conscience que le projet de société que je présente est plus conforme à leurs aspirations que celui de mon adversaire `François Mitterrand`. Je suis également convaincu que, de ce fait, au-sein de cette majorité, les relations entre les hommes et les familles politiques deviendront plus harmonieuses. J'y veillerai pour ma part.\

QUESTION.- Les RPR souhaitent le changement. Ils disent : nous voudrions à l'avenir être plus écoutés, plus considérés que par le passé. A votre avis ont-ils été aussi mal traités qu'ils le prétendent ? Les torts sont-ils partagés dans la majorité ? Peut-on imaginer dans votre action future que vous vous inspirerez de propositions de Jacques Chirac ? Si oui lesquelles ?

- LE PRESIDENT.- D'un mot, je vous dirai qu'il en a été de la majorité comme d'une grande famille. Il y a eu parfois des discussions vives, des malentendus mais l'accord est toujours resté profond sur l'essentiel, et ce qui a rassemblé la majorité l'a toujours emporté sur les motifs de dissensions. Mais parlons plutôt de l'avenir.

- Que tous les Français veuillent être davantage écoutés du gouvernement qu'ils choisissent, c'est une aspiration tout à fait légitime dans un régime démocratique comme le nôtre. Les électeurs du RPR ne sont pas en cela différents des autres. Qu'on puisse aller plus loin encore dans cette direction, j'en suis persuadé. Je suis prêt à examiner toutes les propositions qui me seront présentées et j'encouragerai le gouvernement à faire un effort tout particulier dans ce domaine.

- J'ai déjà eu l'occasion de dire que je suis d'accord avec certaines propositions formulées par Jacques Chirac au-cours de sa campagne `campagne électorale`, en-particulier sur l'allègement des charges fiscales et sociales qui pèsent sur les entreprises et les particuliers, ainsi que sur une réforme profonde de la taxe professionnelle.

- J'ai toujours été attaché, par conviction et par tempérament, à tout ce qui rassemble les Français. Le dialogue est à mes yeux le meilleur moyen d'y parvenir. Le prochain septennat en apportera un nouveau témoignage.\

QUESTION.- Georges Marchais a apporté son soutien à François Mitterrand "sans condition". Pouvez-vous continuer de dire que le candidat socialiste est l'otage des communistes.

- LE PRESIDENT.- Le soutien que M. Mitterrand vient de recevoir du parti communiste `PCF` est effectivement inconditionnel et tout laisse présager qu'il sera massif. Ce soutien sans faille qui a toutes les allures d'une investiture va peser extrêmement lourd dans la bataille. Tous les Français savent désormais, comme je n'ai cessé de le répéter depuis le début de ma campagne, que M. Mitterrand, s'il est élu, ne l'aura été que grâce à cet appui. Il sera donc l'otage des communistes. Les Français doivent aujourd'hui mesurer à quel point il serait dangereux pour un pays de liberté d'avoir à sa tête, muni de pouvoirs considérables, aussi bien en-matière de politique extérieure que de politique intérieure, un homme qui devrait tout au parti communiste. - Imaginez un seul instant un Conseil des ministres auquel participeraient des communistes et qui aurait à définir la position de la France dans des circonstances internationales particulièrement graves : une déstabilisation de l'Afrique, un conflit au Proche-Orient, une crise en Europe. Comment le gouvernement de la France pourrait-il parler d'une seule voix et se faire entendre

dans le monde ?\

QUESTION.- Comment conciliez-vous votre goût affiché pour la décripation avec des attaques aussi vives contre François Mitterrand ? Vous avez dit : "Il n'est pas un homme d'Etat" et comparé son arrivée au pouvoir à un cauchemar pour la France.

- LE PRESIDENT.- La décripation n'empêche pas de dire la vérité aux Françaises et aux Français. Je considère que mon premier devoir est de les éclairer sur la portée du vote du 10 mai. A mes yeux, l'élection de M. Mitterrand serait une mauvaise chose.

- Une mauvaise chose, d'abord, pour les Français. Elle se traduirait par une extension considérable de la bureaucratie, qui se mêlerait de décider de tout, par une augmentation massive des impôts, par la diminution de la compétitivité de nos entreprises, par l'aggravation du chômage et la régression du niveau de vie. Contrairement à ce qu'on veut faire croire, ce sont les moins favorisés qui seraient les premières, les principales victimes d'une telle politique.

- L'élection de M. Mitterrand serait également une mauvaise chose pour la France. Notre pays serait inévitablement amené à se retirer du Marché commun. Nous ne pourrions plus supporter la concurrence internationale. Or, nous avons besoin d'acheter du pétrole, qui nous coûterait encore plus cher puisque la valeur du franc aurait beaucoup baissé.\

La France redeviendrait dépendante et elle perdrait son indépendance militaire - M. Mitterrand, je vous le rappelle, a toujours refusé de voter les crédits de défense -, son indépendance énergétique - M. Mitterrand s'est opposé à notre effort de développement de l'énergie nucléaire et il continue de proposer des mesures dilatoires sur ce point -, son indépendance politique. Vous savez que M. Mitterrand ne pourrait être élu qu'avec les voix communistes. Les électeurs communistes sont des Français comme les autres. Mais il y a les électeurs et le Parti, ce Parti dont chacun sait depuis 1939 qu'il fixe ses choix de politique étrangère en fonction de ce qu'il croit être l'intérêt du mouvement international auquel il appartient. C'est ainsi que M. Marchais a approuvé chaleureusement l'intervention militaire soviétique en Afghanistan. Bien plus, au sein même du Parti socialiste `PS` M. Mitterrand, pour asseoir son autorité et briser l'ascension de M. Rocard, s'est appuyé sur un courant qu'il essaie de dissimuler actuellement. Mais ce courant existe, et son inspirateur, M. Chevènement, exige que la France s'éloigne des Etats-Unis pour se rapprocher de l'URSS. Pour moi, au contraire, indépendance ne signifie pas neutralité. Voyez-vous, ce qui m'inquiète, c'est que M. Mitterrand a un double langage dans tous les domaines. Vous reconnaîtrez avec moi que ce n'est pas ce que l'on attend d'un homme d'Etat.\

QUESTION.- Vous avez dit avant le premier tour que vous aviez un secret avec les Françaises. Qu'est-ce donc ?

- LE PRESIDENT.- Oui, j'ai un secret avec les Françaises, quelque chose à quoi elles attachent beaucoup d'importance et que je dirai le moment venu.

- QUESTION.- Vous ne voulez pas le dire maintenant ?

- LE PRESIDENT.- Non, je ne veux pas le dire, parce que je ne voudrais pas que cela ait l'air d'une opération électorale. Mais si je suis élu je le leur dirai tout de suite après.

- QUESTION.- Y a-t-il à vos yeux une femme capable à l'heure actuelle d'être Premier ministre ?

- LE PRESIDENT.- Incontestablement il y en a.\

QUESTION.- Quand vous faites le bilan de votre propre septennat, quelle est à vos yeux votre plus grande réussite, votre plus grande erreur ?

- LE PRESIDENT.- Quand on parle de réussite, on doit bien préciser qu'il s'agit non pas d'une réussite personnelle, ce qui n'est pas le problème, mais d'une réussite collective des Français au cours du septennat qui s'est écoulé. Vous demandez quelles sont les plus grandes réussites. Je vous répondrai qu'il faut en retenir trois. D'abord, l'effort de solidarité. Le fait que nous ayons pu en sept ans améliorer de façon considérable la situation des personnes âgées et des retraités constitue pour moi la première réussite de mon septennat. Ensuite, les femmes françaises ont acquis une place plus importante dans la société. Nous venons d'en parler.

- Enfin, l'effort nucléaire. J'y reviens. La France est celui des pays industrialisés qui consomme le moins de pétrole par habitant. C'est un fait remarquable. Il est cité en exemple dans le monde entier.

- Vous parlez d'erreur. Par-rapport à une perfection idéale, tout homme peut en commettre. Mais pour notre politique, le terme ne convient pas. Il est des domaines dans lesquels la situation française n'est pas satisfaisante. La situation de l'emploi n'est pas bonne. Certes, elle est meilleure que dans d'autres pays. Mais le chômage des jeunes nous frappe douloureusement. Pourquoi ? Parce que nous traversons la crise la plus grave que le monde ait connue depuis 1930. En affrontant cette crise, nous n'avons pas commis d'erreurs. Il fallait redonner à notre pays son indépendance énergétique et des entreprises dynamiques. A-partir de là seulement nous pourrions créer des emplois, notamment pour les jeunes.

- Je dirai donc que les succès du septennat qui s'achève nous donnent les moyens de surmonter, dans l'avenir, les difficultés qui subsistent.\